

Ceci est de la libre expression, n'hésitez pas à dire stop ou encore !

Jean-Jacques Rey

sites Internet : www.jj-pat-rey.com

<http://perso.wanadoo.fr/j-j.rey-feuxdelamer/index.html>

Sommaire :

- NECESSITE DU CHANGEMENT

par Jean-Jacques Rey

- EMPLOI-PRECARITE

par Benoist Magnat

- " FAITES VOS JEUX, RIEN NE VA PLUS ! " : LA QUESTION DE L'ELECTION

par Gilles Delcuse

- L'ÉDUCATION POPULAIRE, UNE CULTURE DE LA TRANSFORMATION SOCIALE

par Sabine Jauffret (Avenir d'ATTAC)

- LA PEUR

par Isabelle Costa

Nécessité du changement

La force du pouvoir politique qui nous écrase et particulièrement en ce moment, repose essentiellement sur l'art de faire accepter l'inacceptable aux citoyens : l'intérêt public sert d'alibi à la loi du plus fort. Pour ça, les instigateurs et leurs auxiliaires tentent sans arrêt de nous impressionner, avec autant de finesse que des animaux en rut... Ils en sont devenus tellement ridicules que je me demande comment ils arrivent à se maintenir aux commandes de l'État. Dans leur tête, nous serions sensés nous décourager de contester leur "supériorité" avant même d'en avoir eu l'idée ; à croire qu'ils ont carrément scotomisé la réalité sociale de ces derniers mois ou du moins ils font semblant de l'ignorer, persuadés qu'ils

pensent pour nous... Cette volonté explique le matraquage médiatique, actuel, qui correspond à une véritable mise en scène pour enfants. Celle-ci est sensée escamoter l'essentiel : une grande partie du corps social est devenu un boulet à traîner pour nos dirigeants et ils veulent culpabiliser ces exclus. Les fondements de la fracture sociale résident là : dans cette gêne devenue mépris.

Ainsi nous sommes bien installés au théâtre de l'absurde et le libéralisme engendre une dichotomie qui devient un paradoxe : d'un côté, la charité morale, bien ordonnée, de l'autre, la justice sociale, devenue utopique, et aucune nécessité ne justifie cette dérive en république.

Afin d'apaiser la grogne sociale, la volonté et les méthodes du présent gouvernement pour « remettre tout le monde au travail » sont dérisoires. Tout le monde n'est pas apte à se mettre à son compte ou intégrer les emplois de service à la personne... Le problème majeur du chômage n'est pas la qualification, mais le manque d'emplois qualifiés. On a plus besoin de gens de service que de techniciens maintenant, dans notre société où les tâches de production s'automatisent à outrance, et quand les robots envahiront l'espace personnel à son tour, il y aura de moins en moins besoin de gens de service. Cette évolution est inéluctable et prévisible, ce n'est pas la peine de prendre encore cinquante de retard pour commencer à prévoir... C'est surtout cela qu'on peut reprocher aux gouvernements successifs de ces dernières décennies. Dans certaines branches d'activité, même les ingénieurs émargent au RMI ou bien ils acceptent de faire caissier dans les supermarchés ! Vous imaginez les perspectives d'avenir pour la jeunesse, son malaise croissant et général ? Ils ne perçoivent pas chez leurs aînés une réelle prise de conscience des difficultés à venir, seulement de l'inquiétude pour leurs enfants, mais ça, les jeunes n'ont pas besoin de la partager, ils ont plutôt besoin de réponses concrètes sur leur avenir, et en ce moment, ils ont du vent, mais vous connaissez le proverbe...

La misère qui ne devrait pas exister, et encore plus dans un pays riche, est devenue un véritable marché qui procure emplois et revenus : au rabais, ceux-là, personne ne s'en étonnera ! En France, l'Etat, normalement en charge de la solidarité nationale et garant de la cohésion sociale, se décharge de ses responsabilités sur les collectivités territoriales qui, elles-mêmes, recourent de plus en plus aux associations et organisations caritatives pour assurer un minimum de lien social. Avec de moins en moins de moyens accordés par les finances publiques, celles-ci sont tributaires des dons de particuliers, mais quand la cause ne parle pas au cœur, la quête est difficile et cela concerne une majorité de malheureux... Cette spirale entraîne vers le bas, la considération même de dignité humaine ; jusqu'aux droits fondamentaux qui sont insidieusement remis en cause. A ma connaissance, on n'a pas encore fait une

journée spéciale pour la misère, mais cela viendra peut-être : je me demande si on fera une grande messe médiatique, ce jour-là ! Cela sera peut-être difficile de trouver un cas exemplaire ou un exemplaire unique...

Certains vivent de la misère des autres ou cela revient à peu près au même ! Les réponses institutionnelles, apportées jusqu'ici au chômage de masse et à l'exclusion sociale ont créé des nouvelles strates de situation, socioprofessionnelle, et par corrélation, des trappes à pauvreté (certains le « découvrent » un peu tard aujourd'hui) mais elles ont surtout permis « l'insécurité sociale » permanente qui alimente l'injustice sociale : le véritable fléau qui met en danger la cohésion sociale. Pour soigner, il ne suffit pas de bons mots ou de grands principes, surtout quand ceux-ci justifient la remise en cause, non seulement des acquis sociaux, mais du modèle de société démocratique, pan par pan ; or depuis quelques décennies, c'est à cela que nous assistons, et c'est voulu par une logique économique qui remet en cause de facto, les droits de l'Homme. On peut donc bien parler de guerre et je dirai même, contre la civilisation. Maintenant, tout le monde le sait quel que soit son bord politique. On en tire les conclusions qu'on veut.

Personnellement, cela me fait rire, douloureusement, quand je vois l'hypocrisie qui prévaut dans notre monde policé, rien que pour entretenir les illusions d'un fonctionnement démocratique. Certain(e)s qui n'ont que le souci de se servir des pauvres gens pour s'assurer une position influente dans la société, nous mènent au chaos. J'espère que les enjeux électoraux en 2007 seront pointés à ce niveau ; parce qu'à force de mettre des rustines pour colmater les brèches, on a plutôt besoin de changer la chambre à air du modèle social.

Jean-Jacques REY

Envoi de Benoist Magnat : <http://perso.wanadoo.fr/benoist.magnat/>

Emploi et précarité

(Discours de Benoist Magnat prononcé le 6 juin 2006 lors du « Forum de la Gauche et des écologistes » à Avignon sur le thème de « Emploi, précarité et pouvoir d'achat »)

Comment passer de l'ultralibéralisme qui détruit l'emploi, le pouvoir d'achat et en même temps notre bonne vieille terre pour instaurer une écologie du travail ?

Comment peut être combattu le libéralisme, qui fait grandir la précarité, cette pensée unique qui sévit même à gauche ?

Un constat d'abord :

En Vaucluse en mars 2006 : 38.000 demandeurs d'emploi, toutes catégories, officiellement seulement 19 571 catégorie 1 , dont 13 à 14 000 RMIstes, sans compter tous ceux qui ne s'inscrivent plus à l' ANPE, ainsi que les radiés dont le nombre a fortement augmenté depuis le suivi mensuel décrété par le gouvernement, qui ne crée en rien l'emploi, mais qui dégonflent les chiffres du chômage.

Il est donc impératif de mettre en relation les chiffres du chômage et la pauvreté qui augmente: 95 000 personnes en dessous du seuil de pauvreté en Vaucluse (645 euros). Si le chômage baisse, comme on voudrait nous le faire croire, la précarité et la pauvreté gagnent du terrain.

En France avec moins de 720 euros par mois (critères européens), cela fait 12,4% de la population = 7,2 millions de pauvres et ceci sans prendre en compte les autres dimensions de la pauvreté, comme les statuts dévalorisants et la précarité.

En France, 3 708 900 demandeurs d'emploi sans compter les catégories 4 et 5 et les gens comme moi, ayant plus de 57 ans et demi percevant des Assedic mais qui ne sont plus demandeurs d'emploi + 500 000 environ, ce qui nous fait 4 millions 200 000 sans emploi, le double des chiffres officiels qui ne comptent que la catégorie 1, qui ne représente que 59% des inscrits à l'ANPE.

Et pourtant la France est deux fois plus riche qu'il y a trente ans.

C'est en partie au détriment du reste du monde : 2,5 milliards (40% de la population mondiale) vivent avec moins de 2 dollars par jour, 50 euros par mois, tandis que 10% des personnes les plus riches concentrent 54% du revenu mondial. 110 millions d'enfant ne sont pas scolarisés et 1 milliard de personnes n'ont pas accès à l'eau potable.

Comment passer de la pauvreté au partage et à la redistribution des richesses ?

L'insécurité sociale ronge notre société depuis 20 ans (précarisation du logement, du travail etc.). Elle cause l'aggravation des inégalités, elle diminue les capacités

de résistance et d'innovation et affaiblit les luttes sociales, elle rend apparemment moins urgente la réparation et la prévention des dommages écologiques. L'insécurité sociale met en péril la démocratie . Le racisme, la peur et le repli identitaire font le jeu des partisans des solutions autoritaires (Le Pen, De Villiers, Sarkozy). Madame Parisot, présidente du MEDEF, nous dit : « la vie, la santé, l'amour sont précaires, pourquoi le travail échapperait-il à cette loi ? » Pour le MEDEF il faut travailler plus pour produire plus, mais pour qui et pour quoi ?

Les politiques néolibérales dérèglent le marché du travail. La flexibilité existe déjà avec l'intérim, les CDD, le CNE, le temps partiel imposé et les stages bidons en tout genre : 1 million 700 000 salariés en CDD, 500 000 en mission d'intérim et ce sont les jeunes qui constituent la majorité de ces précaires.

Qu'ils soient chômeurs, en CDD, intérimaires ou sur des contrats jetables, les exclus et les précaires sont les victimes d'un système économique impitoyable qui ne prend en considération que la rentabilité financière à court terme ou pour les grandes entreprises qui ne considère que la plus-value pour les actionnaires. Les risques du marché n'existent que pour les salariés.

Maintenant quelles solutions sont possibles ?

Bien sûr avoir une autre politique économique :

Il faut augmenter les budgets de l'Etat par une taxation des revenus financiers répondant aux besoins sociaux et environnementaux. Une politique fiscale pour le développement des services publics : santé, éducation, petite enfance, personnes âgées, transports collectifs, logement social, culture, régie publique de l'eau, protection de l'environnement. Ainsi qu'un développement ambitieux par des investissements publics et privés dans les domaines des énergies renouvelables, des économies d'énergie et de la recherche fondamentale et appliquée, mais qui ne s'appelle pas lter.

L'écologie est créatrice d'emplois. Il faut imposer aux entreprises une démocratisation et leur donner des critères écologiques et sociaux. Les élus des salariés, en lien avec les collectivités territoriales, les associations de riverains ou de défense de l'environnement doivent disposer de droits démocratiques afin de peser sur les choix de production et d'investissement et contraindre les entreprises à prendre en compte la santé des salariés et des riverains et l'environnement. Il faut donc imposer une responsabilisation sociale et environnementale.

Il faut transformer les échanges internationaux. Promouvoir une relocalisation sélective des productions, pour des raisons sociales (limiter la mise en concurrence des travailleurs) et environnementales (réduire les émissions de gaz à effet de serre, pollutions des transports). Ces règles doivent prévaloir sur les règles de la concurrence. Le combat contre le chômage et la précarité est aussi un combat mondial, pour sortir du néolibéralisme international.

Il nous faut un CDI ou un statut pour tous, instaurer un temps plein pour ceux qui subissent les temps partiels (surtout chez les femmes). faire appliquer réellement les 35 heures, majorer fortement les heures supplémentaires, quadrupler les effectifs de l'Inspection du travail, lutter contre les discriminations indépendamment du sexe, des origines ou de l'état de santé et abolir la discrimination géographique des quartiers défavorisés, laissés à l'abandon.

Il faut supprimer les aides publiques aux entreprises qui licencient pour accroître leurs bénéfices.

Créer une sécurité sociale professionnelle ou créer le revenu d'existence (770euros) pour tout le monde.

Réduire le temps de travail, passer progressivement aux 32 heures, à la semaine de 4 jours.

Augmenter le SMIC à 1500 euros brut

Réduire fortement le chômage et la précarité par l'imposition et la décroissance des revenus financiers.

Instaurer une écologie du travail vue l'intensification du travail et la souffrance au travail qui rendent beaucoup d'emplois insoutenables.

Imposer une reconnaissance des maladies professionnelles

Pénaliser les entreprises qui rendent leurs salariés malades et renforcer les moyens des élus du personnel pour instaurer un droit de regard sur les conditions et l'organisation du travail.

*

En conclusion pour les Verts, Nos propositions ciblent avant tout un objectif de développement humain dans un respect de l'environnement.

Il existe donc nombre de mesure qui permettent de diminuer la précarité et de relancer l'emploi, sans pour autant attendre la croissance, ni s'appuyer sur elle, car les conséquences sur l'environnement et la qualité de vie sont souvent négatives.

Benoist MAGNAT

Envoi de Gilles Delcuse : <http://destroublesdecetemps.free.fr/index.htm>

" Faites vos jeux, rien ne vas plus ! " : la question de l'élection

Selon le bon mot d'un célèbre général, pour une fois perspicace, Les veaux s'apprêtent à aller voter. Le choix semble s'orienter entre une catho sexuellement inhibée, et un petit ambitieux richissime que rien ne semble effaroucher.

Pour rappel, le PS, ça n'existe pas. Ce n'est pas un parti, et les gens qui le composent ne sont pas de gauche. Le PS est une fabrication monstrueuse d'une bourgeoisie honteuse souvent recrutée chez les profs et autres pantins cucul-tureux, effrayée par le programme soi-disant révolutionnaire du PC, mais redoutant le programme libéral de la bourgeoisie industrielle. L'origine du PS se trouve du côté de Marcel Déat, collabo notoire, dont a hérité le malhonnête Mitterrand. Le PS, c'est la droite qui prétend avoir du cœur, contre la droite sans scrupule. C'est la droite de la pitié contre la droite du calcul. C'est l'abbé Pierre contre Rothschild. Dans cette distribution des rôles, Le Pen a celui du pire dans l'imagerie du parfait démocrate, de sorte à servir d'épouvantail à moineaux lorsque les urnes ne tournent pas à l'avantage du choix, non des électeurs, mais des financiers. Cependant, Le Pen, n'en déplaise aux esprits chagrins, n'est pas un Nazi, mais un ancien militaire devenu industriel, c'est-à-dire un capitaliste, au même titre que la plupart des ministres qui siègent au sein de l'Assemblée Nationale. Le Pen est un grand financier au même titre que Rothschild.

En attendant, les gueux dont je fais partie, trinquent, imbibés de nostalgie sans alcool, depuis que cette drogue a été déclarée poison national. Comme si la vie qui nous est servie en guise d'existence, méritait qu'on y attache une importance, alors que l'équilibre vital de la planète est dangereusement compromis.

Moi, je trinque. Oh ! juste à mon échelle. Au niveau rudimentaire de l'alimentaire. Là où se faire botter le cul remplace le jogging quotidien des gras. Une attaque qui ne peut être possible que parce que je ne suis rien. Une attaque dont je maîtrise les conséquences, parce que j'en connais les ficelles depuis longtemps éventées. Une attaque sans surprise de mon misérable propriétaire envers ma misérable existence. Depuis, cependant, l'amertume s'est faite plus épaisse encore. Bien sûr, cela devait arriver. Parce que ça fait partie de ma condition. J'en suis réduit à faire appel à la Justice. Et bien que, en appeler à la Justice n'ajoute rien à l'esprit de liberté comme je le conçois, mais l'inverse. Je me retrouve obligé de faire appel à mes ennemis pour régler un problème d'avec un de mes ennemis. Ce serait seulement ridicule si ma santé n'était pas, par cette menace, en jeu, puisque je risque l'expulsion au retour du printemps. Et pourtant, parfois, j'éprouve un désir brûlant de m'abandonner sur un coin de trottoir et attendre la fin, avant, bien avant un retour de printemps inutile dont l'annonce ne fait qu'accentuer la crasse. Etre l'expression la plus abouti du non-agir. L'application rigoureuse de mon propre néant vers ma totale néantisation, dans un ultime défi à la vie.

Ce qui me rend si amère n'est pas de constater la bêtise, mais de me vivre solitaire du fait de l'impossible à vivre ma propre humanité dans un partage sensible. Je crois bien qu'un des pires sentiments que l'on peut exprimer à mon égard, est que l'on puisse m'apprécier, alors que je suis naufragé au bord de la déréliction.

Il est vrai que l'amour, tel que je le suppose, je ne l'ai jamais véritablement rencontré. Dans ce type de relation, j'ai rencontré l'illusion d'amour dictée par la solitude, ajoutée à l'angoisse de n'être pas conforme pour l'enfantement, de la part de celles que j'ai crues aimer, et la pulsion de la libido qui prend plus de place dans notre cervelle que ne le laisse supposer la conscience. Tout cela est si dérisoire, si vain... Chacun semble s'accrocher aux critères dominants des rôles distribués sous le joug des lois. Père, mère... Homosexuel, hétérosexuel... Comme si la vie devait être cadrée afin d'être admise, à défaut de la comprendre. La question des désirs est de ces questions qui ne peuvent jamais se poser, sans risquer d'être jugé, rejeté comme pervers. C'est réductible à une affaire de mœurs. C'est ce qui est arrivé à Freud. Alors, bande qui peut, au gouvernail de la libido. Chacun croit aimer l'autre, alors qu'il n'en aime que son image. On n'aime rien moins que l'illusion que l'on se fait de la vie, et du désir que l'on porte envers cet autre dont on préfère ignorer ce qui gâte l'image de soi.

Chercher un remède dans la lecture ?

Mais, à quoi bon lire ? Entre traité de philosophie, discours sur la philosophie, jusqu'à l'écriture de la philosophie, et aboutir au rien qui caractérise sa propre vie dès sa naissance, voilà bien une posture dérisoire.

Les rêves de mon adolescence n'ont pas tenu, trop mal ancrés, face à l'hypocrite âpreté de l'existence. A chaque instant, s'ajoute l'instant précédent, comme des couches superposées, agglutinant la misère et le dégoût jusqu'à recouvrir l'enthousiasme d'une amertume verdâtre.

L'écriture appartient à ceux dont toute l'ambition se résume à vouloir s'imposer dans le monde, pour leur petite manie, entretenant la confusion entre autorité et responsabilité, afin de savourer la première par l'excuse de la seconde.

Les philosophes ont très souvent servi les tyrans. Depuis Socrate jusqu'à Heidegger. Et ceux qui n'ont pas voulu de cet appui, ont servi des idéologies néfastes à l'épanouissement de l'espèce humaine: Galilée, Nietzsche, Marx, Freud, Einstein, pour ne citer que les plus célèbres, ont été instrumentalisés afin de servir les intérêts d'un Etat. Aujourd'hui, c'est en faisant appel à la défense nationale que la culture se doit de garantir l'expansion de l'idéologie qui la soutient. Aujourd'hui, plus que jamais, la culture est au service des tyrans, avant de l'être aux marchands.

Les Situationnistes aussi, étaient au service de la culture de leur temps. La plupart sont devenus des artistes, des architectes et des écrivains reconnus, Debord en tête, qui a servi un des plus importants capitalistes français : le producteur de cinéma Lebovici. Alors ? A quoi peut bien servir la lecture et l'écriture ?

Nous vivons le temps des grandes confusions, des faux débats, du mensonge généralisé. Le seul espoir se trouve dans notre propre certitude à se concevoir réel. Rien n'est plus difficile d'accès. Notre chemin se dérobe à chaque pas qui s'imprime sur le sillon de notre existence. On croit avancer, mais l'horizon s'éloigne d'autant. Notre chemin ne mène nul part. Il n'y a d'histoire que celle des conquêtes des tyrans, de l'oppression des vainqueurs, de la séduction des puissants. Et cette histoire se manifeste dans un torrent de sang, de misère, d'effolement, d'illusions, qui tracent les frontières de l'inhumaine humanité de notre espèce.

Qu'on ne vienne pas me critiquer sur mes paradoxaux concepts. La vie n'est pas un concept. Et les paradoxes ne sont que des critères traduisant des erreurs de parallaxe, au service de ceux qui ont en charge la gestion de nos comportements. La vie n'est pas une somme de paradoxes, mais un continuuel flux dispersé dans le temps et l'espace, que tout discours réduit invariablement à des critères conceptuels incompatibles entre eux.

La plupart du temps, on ne ressent plus les rires et les pleurs, les joies et les souffrances, parce que nous sommes comme aseptisés. La morale nous dicte de ne pas nous plaindre, de ne pas manifester notre humiliation, de ne pas éprouver de la colère... Et finalement, c'est notre propre révolte qui nous est dérobée. Tout de la vie est convoqué au tribunal des passions, afin de les juguler. Tout ce que la loi réprouve, est autorisé sous le joug d'une autorité reconnue. Même les pires crimes, lorsque la défense de l'Etat l'exige. La raison d'Etat autorise toutes les tortures, les viols, les meurtres, les pillages, sitôt que sa légitimité vient à être ébranlée sous la poussée des sans voix qu'un sursaut vital fait jaillir du néant comme le sperme du méat, sous la pression de l'orgasme. Et c'est tout un volcan qui s'éveille, brûlant tout sur le parcours de ses colères, n'épargnant rien, parce qu'il n'y a pas de faute ni d'excuse, mais le désir qu'une constriction qui finit d'étouffer, oblige à éclater.

Le calme indolore de la soumission consolide la peur envers les tonitruantes manifestations de la vie ; peur de se fissurer comme une balafre sanguinolente ; peur que se creuse sous l'écoulement de l'effroi, la distance entre l'ambition et l'indépendance que la liberté exige de notre responsabilité. C'est pourquoi les basses besognes peuvent s'exécuter sans obstacle majeur. C'est même la condition qui les rend possibles. La condition qui crée des mérites usurpés, sanctionnés par des urnes habilement sélectionnées par une constitution aussi fautive qu'elle est artificielle. Et les candidats au poste suprême pour le maintien de l'organigramme mis à leur disposition depuis si longtemps, se battent avec le souhait d'être seul vainqueur d'une lutte dont l'essence est faite d'ambition et de convoitise, et non de probité et de dévouement.

Mais tant que la soumission continue de cuirasser les cœurs, l'Etat trouve ses justifications. Et l'espoir que peut faire naître le suspense qui précède le système électoral, s'évanouit dès que le soufflet s'épuise dans le non choix de ces programmes immatures.

Que peut-il en sortir sinon des coups ?

Gilles DELCUSE

Envoi de Sabine Jauffret : <http://www.avenirdattac.net/>

L'ÉDUCATION POPULAIRE, UNE CULTURE DE LA TRANSFORMATION SOCIALE

Comment questionner cette notion d'éducation populaire ? Comment lui redonner de la consistance en la reliant à la démocratie culturelle et à la culture citoyenne ? Comment attirer l'attention sur ce virage que peut-être nous n'avons pas toujours su prendre à Attac ?

Peut-être en essayant de poser les questions qui surgissent après nos presque 10 ans d'existence, pour permettre à des réponses d'émerger.

Nous oscillons depuis la création d'Attac entre pratiques universitaires (cours, conférences) et pratiques syndicales (tractages et réunions de militants). Si tous ces acquis sont à consolider, à actualiser et à pérenniser, pouvons-nous nous en tenir à des actions d'information, de vulgarisation, quand notre culture meure à petit feu de la désertion de chacun d'entre nous d'actions concrètes de transformation sociales et politiques ?

Attac est un mouvement d'éducation populaire qui s'est construit et travaille avec diverses organisations très différentes parfois ancrées dans le mouvement social et des adhérents individuels rassemblés en comités locaux. Aucun lien n'est encore officialisé avec d'autres associations d'éducation populaire.

Au-delà du fait que nous avons des sphères d'intervention très différentes et que certains mouvements ont un public très ciblé, pourquoi un travail commun n'est-il pas en cours ? Le « week end de la gourmandise », la « semaine de l'éclipse » et le « mois Balzac » ont-ils définitivement scindé l'éducation populaire en deux ? Celle des prestations de services éducatifs et celle de la culture de la transformation sociale ?

Attac a-t-elle vocation à devenir un organisme de formation, aussi performant soit-il ? Comment participer à transformer de ce que nous avons compris ?

La non neutralité des savoirs suffit-elle pour dépasser le stade de la prise de conscience ? Si non, pourquoi ? Comment passer au stade de la proposition puis de la mise en œuvre d'une culture de la transformation sociale aujourd'hui ? Comment le citoyen passe-t-il de sujet à auteur politique ?

**Comment créer plus de porosité entre les classes sociales ? Entre les générations ?
D'un territoire vers l'autre ?**

Devons-nous investir la question culturelle à partir d'une réflexion erronée restreinte aux pratiques artistiques ? Devons-nous nous substituer aux institutions et aux professionnels de ce secteur ? Comment investir cette demi-sœur de l'éducation populaire, qu'est l'éducation culturelle ? Comment intégrer une véritable approche culturelle au questionnement de nos fondamentaux ? Quelle peut être la spécificité d'Attac dans ce domaine ?

L'éducation populaire est une démarche plus qu'un outil. De quels outils devons-nous donc nous doter pour la mettre réellement en œuvre ? La recherche/action peut-elle répondre à la nécessaire investigation de terrain mettant en lien les différents acteurs concernés ? Comment articuler l'éducation populaire, la culture et la formation, pour concrètement se tourner vers l'action, en s'appropriant préalablement les éléments théoriques, techniques, juridiques, politiques et démocratiques nécessaires ?

Je ne vais pas réinventer le fil à couper le leurre. Ni refaire un historique de la notion d'éducation populaire qui nous dira que la formation d'égaux volontaires est indéfinissable tout en étant un ressenti partagé. C'est déjà archi... fait et refait ! Un regard sur l'avenir se nourrit aussi d'actualité et de créativité.

Il m'a semblé plus probant de partir d'une actualisation de ces questionnements, d'un témoignage de l'état du débat collectif désormais porté sur la place publique par l'offre publique de réflexion, mise en place par le ministère de la Jeunesse et des Sports et de l'éducation populaire en 2001. Cette mobilisation de près de 500 groupes de réflexion qui se sont constitués dans tout le pays pour un chantier collectif : repenser l'avenir de l'éducation populaire, repenser un travail de la culture dans la transformation sociale.

La richesse de ce débat national a été retranscrite par Jean-Michel Leterrier dans un ouvrage : *Chiche ! Citoyens ! Le livre blanc de l'éducation populaire*. Pour tenter de trouver des éléments de réponses à mes questions, je l'ai lu et relu, et je vous en propose ici une synthèse non exhaustive qui ne reprend que les points qui m'ont semblé nous concerner plus particulièrement.

INTRODUCTION

L'extension de la notion de marché comme mode d'explication du monde a peu à peu opéré avec une efficacité parfois sournoise dans les secteurs du social, de l'éducation et de la culture. Le mouvement de l'éducation populaire, entraîné dans cette redoutable spirale, s'est retrouvé en contradiction avec la matrice même de son existence : mobiliser une exigence démocratique pour l'intérêt général. D'un projet de transformation sociale dont le mouvement d'éducation populaire était pourtant le promoteur (cf. son historique) et l'acteur, il est aujourd'hui menacé de n'être plus que l'exécutant, l'agent des politiques locales réduites à de simples commandes.

L'éducation populaire c'est le travail de la culture dans le champ du social, du politique et de l'économie, c'est la dimension culturelle du mouvement social dont l'ambition est de nommer le monde et de le transformer.

ÉDUCATION POPULAIRE : ÉTAT DES LIEUX

La tradition de l'éducation populaire, curieusement minorée depuis 20 ans, est la construction de savoirs, d'idéologie, de connaissances et d'analyses propres à nommer le monde. Si la perception de son héritage est forte, son inscription dans le présent n'est pas si limpide. On peut peut-être oser : « « Un système d'apprentissage collectif concernant les modes d'accès à la participation sociale et la diffusion de nouveaux modes d'accès aux responsabilités » ».

Un mouvement articulant rationalité éducative et préparation active aux engagements volontaires dans la transformation sociale. Initiatives dont le but est de réaliser des programmes éducatifs et culturels prioritairement dans des environnements sociaux défavorisés où tous les autres moyens ont échoué.

L'éducation est donc populaire parce qu'elle est faite par le peuple et pour le peuple, sans restriction (politique, sociale ou culturelle) à un champ d'intervention. Un mouvement d'éducation populaire est donc hétérogène par essence, rebelle par nature et indépendant par vocation, fidèle aux objectifs de résistance et d'émancipation.

Reste que l'opacité de son identité résulte de ses multiples origines (cf. historique) et concourt à sa difficulté de définir sa place. La perte de sens, récente, contribue au renforcement du brouillage. Quand plus personne ne croit au progrès social, la crise n'est pas économique, elle est culturelle.

LA NÉBULEUSE ASSOCIATIVE

Les pouvoirs publics et les collectivités territoriales délèguent à des associations des missions qui furent les leurs et qu'ils transfèrent, bien souvent par souci de rentabilité, à des associations se retrouvant en perte de liberté totale par rapport à un projet autonome. Le rapport à l'Etat se trouve brouillé tant celui-ci fait appel au secteur associatif pour combler ses propres lacunes, les collectivités territoriales pour pallier à leurs insuffisances.

Il est temps de clarifier le rapport aux institutions et de mettre leurs demandes en cohérence avec les missions propres à l'éducation populaire. La certitude que le tissu associatif reste un des meilleurs garants de l'implication citoyenne n'est pas entamée, sa capacité à gérer la complexité donne à la vie associative une légitimité d'intérêt général.

Il est possible de concevoir l'éducation populaire comme la transmission d'un patrimoine de pratiques sociales ou culturelles pour un apprentissage à la réflexion politique et à l'engagement citoyen. C'est cependant la pratique collective qui prime et permet d'assurer cette transmission de génération en génération et de classes sociales à classes sociales.

LA CRISE DE L'ENGAGEMENT

Le désengagement, problème très souvent évoqué, même s'il n'est pas propre à l'éducation populaire, est un indicateur inquiétant quant à la santé des ressorts de la citoyenneté. Cela pourrait être moins une crise qu'une mutation ? L'adhésion a tendance à devenir plus formelle, alors que la mobilisation ne peut se passer d'adhésion, la distinction entre militants et adhérents se généralise.

De nouvelles formes de participations sociales sont actuellement en gestation. On s'engage sur des actions concrètes et à court terme et non pour défendre des idéaux en terme de droits (ex. Le Téléthon). Même dans l'engagement associatif apparaît un tempérament de

consommateur... De même l'intérêt n'est souvent pas dissocié de l'objectif. On s'investit dans une association en contrepartie plus ou moins explicite d'un « service » de quelque nature qu'il soit !

Les associations d'éducation populaires doivent réagir avant d'essuyer la même disqualification que les partis et les syndicats : être sous-traitants de l'impuissance publique. Il est grand temps de séparer clairement les activités de services qui tendent à accaparer les énergies et l'acte politique, de « fédérer » autour d'idées et de propositions.

ENRAYER LE DÉSENCHANTEMENT

Un point essentiel vient renforcer la nécessité de recentrage sur la mission transformatrice de l'éducation populaire : le fait que l'on ne pense plus les rapports sociaux en rapports de force, c'est-à-dire la lutte des classes en termes conflictuels, mais qu'on les pense comme une union sacrée, de façon consensuelle. Gommer le conflit, c'est gommer la différence. La pensée consensuelle est à l'antithèse des valeurs prônées par l'éducation populaire, au rang desquelles figure cette éducation au conflit et à son dépassement.

Cette vague consensuelle n'a comme effet que d'atténuer les effets négatifs du capitalisme y compris au sein même des lieux d'éducation populaires, en les transformant en « infirmerie du système libéral ». Il faut inventer avec d'autres sur le terrain des réponses qui ne consistent pas uniquement en brèches colmatées et en régulations sociales bien huilées, il faut que soient produites de vraies alternatives qui produisent des modes de développement des personnes et des transformations sociales en profondeur, inventer des alternatives à cette réalité irrecevable, revisiter dans un sens politique le concept d'origine de l'éducation populaire.

Nous devons nous atteler à une redéfinition d'une éducation populaire pour qu'elle puisse jouer son rôle de critique, d'évaluation et de moteur des politiques publiques.

UN MONDE EN MOUVEMENT

Le propre d'une crise est d'être passagère. La société de ce début du 21ème siècle n'est pas une crise, elle est une profonde mutation, une évolution radicale. Ce que les libéraux appellent « la crise » n'est que le mode de fonctionnement choisi pour opérer cette mutation.

Le marché est une entité vivante ? Le marché décide, n'apprécie pas, anticipe... Une force intelligente de réflexion et de conviction qui ne dépendrait pas des choix politiques, économiques et sociaux élaborés par les humains : le monde se fait sans le peuple. Les choix opérés n'attestent pas d'une crise mais de problèmes générés par des décisions réfléchies, décidées, anticipées dont le peuple affecté dans l'ensemble de ses composantes doit affronter... les conséquences.

LE NOUVEAU PARTAGE DES COMPÉTENCES

En France, la décentralisation aurait pu être une réelle avancée démocratique dans le sens où elle rapprochait le citoyen du lieu de décision publique. Il en fut bien autrement et en particulier pour le mouvement de l'éducation populaire. Ses associations ayant peu à peu renoncé à leur fonction politique globale, elle sont aujourd'hui désavouées et mises en compétitivité sur leurs prestations socio-éducatives qui pourraient être fournies à moindre

frais (publics) par d'autres : le secteur privé. La protection de l'Etat a disparu, ces associations sont maintenant seules face au pouvoir local pour accomplir un travail de prise de risque politique.

LE TEMPS DU TRAVAIL ET LE TEMPS DU LOISIR

Le travail confère à chacun son identité sociale et reste un repère fondamental de sociabilité. L'externalisation d'activités, la flexibilité et les délocalisations portent un coup à la fonction « « intégratrice » » du travail et le travail contamine et hante les autres sphères de la vie. A l'occasion de la loi Aubry, on peut regretter l'absence quasi-totale de réflexion sur la nature du travail et celle du temps hors travail.

La « « culture du travail » » c'est l'ensemble des liens sociaux, des rapports intergénérationnels, interethniques, c'est aussi l'exercice de la citoyenneté civique qu'elle soit associative, sociale, syndicale ou politique. Travailler c'est produire du lien social, de l'information, de la coopération, c'est convoquer des connaissances, des savoirs et des savoirs faire et savoirs êtres, pour un usage collectif et social.

Le temps de travail charpente également le temps non travaillé, qui ne peut plus être appelé : le temps libre ! Ce temps libre qui tend à être réinvesti dans des efforts pour améliorer la compétitivité, pour ne pas se laisser distancier ou... pour consommer, même intelligemment ! Les passages circulaires entre travail et hors travail sont aujourd'hui une question décisive aussi pour l'éducation populaire : travail et loisirs devraient se qualifier mutuellement. Dans le cadre de l'éducation populaire, ne pas aborder la question du travail c'est entériner une dualisation de la société, c'est enliser toute perspective de transformation sociale.

Une alliance est à reconstruire entre les acteurs de l'éducation populaire et ceux du monde du travail. C'est par cette implication que passe le devenir du mouvement de l'éducation populaire. Par une réflexion/action, restaurant un travail de culture, de construction de sens, de repères individuels et collectifs. Cela passe par l'instauration d'espaces de débats, par la mise en œuvre de processus permettant des apprentissages réciproques au sein même des lieux du travail.

L'activité associative quand elle est militante est l'illustration principale de ce temps de travail GRATUIT, quasi ignoré des analyses économiques. Elle donne toute l'importance d'une action politique sur le temps... « « libre » » !

LA FORCE DES NOUVELLES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION

La fonction de l'enseignement public est de former des citoyens actifs et créatifs. Cette mission dépasse l'enjeu de l'école. Elle touche également la culture et l'éducation en général. S'approprier les nouvelles technologies de l'information, leur technicité, leur utilisation et les implications possibles dans des pratiques sociales et collectives est aujourd'hui indispensable pour ne pas faire de ce secteur un nouveau temple de la consommation de l'information et du loisir ! Et l'instaurer comme outil possible de lutte et de contre-pouvoir, comme facteur de lien social porteur d'intégration, quand il permet une expression populaire et l'accès aux contenus culturels, techniques, intellectuels...

CRISE DE LA CITOYENNETÉ

Les carences de citoyenneté ne sont pas toutes du même ordre. Il y a celui qui ne veut pas participer à la vie politique et celui qui ne le peut pas. Les victimes de l'exclusion sociale et politique, souvent titulaires de ces droits, ne sont pas pour autant privées de les exercer. Être citoyen ce n'est pas seulement disposer du droit de Cité. C'est être avant tout partie prenante de ce qui s'y décide.

Le chômage, la flexibilité... sont des facteurs qui aggravent les phénomènes de renoncement et les comportements délégataires.

Par ailleurs, la démocratie participative mise en place actuellement à l'échelle locale a plus souvent prouvé sa capacité à décourager les volontaires souhaitant participer à la vie politique que démontré son ambition à relancer une nouvelle forme de participation populaire. Tout reste à inventer.

CRISE DE LA CULTURE

Notre culture est réellement en crise. La culture en général et son absence en particulier ! La notion de culture telle que nous l'utilisons majoritairement est un champ pavé de bonnes intentions, complètement piégé, parce que l'on n'y remet rarement en cause une certaine idée de la culture.

Jusque dans les années 70 se cultiver, dans une période de plein emploi où les besoins des entreprises étaient supérieurs à l'offre de capacité culturelle de la population, c'était garantir une perspective d'ascension sociale. Aujourd'hui la culture et l'éducation ne sont plus des garanties de progrès social, une certaine forme de culture se trouve inopérante pour faire face aux défis auxquels est confrontée notre société.

L'état culturel d'une société se donne aussi à lire dans l'usage et les multiples formes d'expression et de manifestation de sa citoyenneté, de sa civilité, de son urbanisme, la teneur du lien social, la qualité d'échanges réciproques, le partage, la solidarité et la fraternité...

La réalité culturelle se mesure aussi par la capacité revendicatrice de ses membres, dans leur détermination à agir, intervenir et exercer leur citoyenneté. *A contrario*, le renoncement, l'indifférence, la démission, la délégation de pouvoir, le repli identitaire, l'obscurantisme, l'engouement pour les organisations sectaires, le paranormal... disent aussi l'état culturel d'une société et d'un peuple. Loin d'être des valeurs spontanées et naturelles, ce sont des actes culturels.

Vu sous cet angle, le déficit culturel semble bien plus profond que ne le traduisent les statistiques concernant les seules pratiques culturelles et artistiques. N'est-ce pas précisément la culture entendue dans cette acception dominante, réduite à ses seules dimensions artistiques et cultivées (temps libre, festive, savante et « « conviviale » ») qui fait faillite ? La culture serait-elle un combustible et non un avoir cumulé ou un supplément d'âme ?

Reconsidérer de fond en comble notre relation à la culture, c'est-à-dire aborder celle-ci en termes d'enjeux et de citoyenneté, revisiter son sens sociologique de valeurs et pratiques sociales communes, consiste donc à rompre radicalement avec les conceptions consuméristes et folkloriques. C'est se poser les questions de la société de demain : de quelle culture avons-nous besoin, femmes et hommes de ce troisième millénaire, pour être, rester, devenir des femmes et des hommes agissant sur l'histoire générale et sur nos histoires individuelles ?

Une autre manifestation de la crise de la culture s'illustre dans la nature des débats qui remettent rarement en cause cette idée de la culture : le consensus généralisé concernant le sens même de ce mot et l'usage que l'on en fait ! Une certaine élite culturelle, très apolitique au cours de ces dernières décennies, se légitime à bon compte en évitant cet examen de conscience sur l'abandon des idéaux de démocratie culturelle et de culture de la citoyenneté.

Cette conception de « « l'incomplétude » » culturelle de certains, véhicule le non sens d'une possible extériorité de la culture, toujours théoriquement hors d'atteinte. Or, la culture n'est pas hors de nous, la culture, c'est en la vivant ensemble que nous l'inventerons.

Prenez la classe ouvrière. Confisquez-lui pendant des années toute image d'elle-même : pas de reportages dans les entreprises, pas de films, pas de séries TV, pas de documentaires ni de fictions littéraires, pas de conférences... mettant en scène autre chose que des chirurgiens, des étudiants cossus, des PDG ou des rentiers. Interdisez ou discréditez, ce qui revient au même, les mots « « classes » » et « « ouvrier » » et... Messieurs et Mesdames, Ladies and Gentlemen, regardez bien, il n'y a plus aujourd'hui de classe ouvrière, elle a purement disparu.

Mais attention ! Les intellectuels se taisent ? Abracadabra, regardez bien, les intellectuels il n'y en a plus non plus ! Pour faire disparaître une idée, un pan entier de notre culture, il suffit de faire croire qu'elle n'a plus de réalité observable, qu'elle est dépassée, archaïque, démodée... Une conception de la culture renouvelée et élargie aux enjeux d'aujourd'hui a besoin de l'éducation populaire, comme l'éducation populaire a besoin d'elle.

Il convient de travailler l'autre versant de la culture, celui de la transformation sociale. C'est-à-dire redonner toutes les lettres de noblesse à sa branche sœur : l'éducation populaire.

L'ÉDUCATION POPULAIRE : UNE IDÉE NEUVE ?

Le recours à la transformation sociale est essentiel, car il s'oppose précisément à une vision du social toujours envisagé en termes de réparation. La notion de transformation sociale signale une tension vers plus d'égalité, mais à la différence de la réparation, qui compense les effets inégalitaires de l'organisation sociale et économique, il s'agit d'en enrayer les causes au départ.

Une des entraves à la transformation sociale est cette difficulté à la représentation du devenir collectif, à la difficulté d'une société à s'imaginer, à se projeter dans un avenir autre que celui dans lequel elle vit. Quel sens pourrait prendre un projet associatif dans le contexte d'une société sans projet ? Il est nécessaire de s'orienter vers les questions de la négociation autour de la quotidienneté, pour une résurgence de la citoyenneté et donc du politique, cela implique de la proximité et de l'inscription territoriale, de l'ouverture et de la durée.

UNE NOUVELLE DÉFINITION ?

Il est acquis qu'elle est publique, laïque, pas obligatoire mais collective.

L'éducation populaire ne s'oppose pas, mais ne se confond pas non plus avec la démocratisation culturelle, elles sont deux branches d'un même arbre que l'on a séparé arbitrairement (?) en 1959 au moment de la création du ministère de la Culture (temps libre, festive, savante et « « conviviale » »), alors qu'elles sont absolument complémentaires.

C'est aujourd'hui un élément fédérateur de nos vies morcelées qui doit permettre non seulement de penser mais d'agir sur notre environnement social, économique et politique pour le transformer. D'y agir non seulement par la transmission de savoirs divers et de connaissances, mais aussi par un réel positionnement quotidien et une implication effective sur l'ensemble des questions posées par notre environnement. En cela c'est une démarche... plus qu'un outil.

CONCLUSION

Se réappropriier les éléments de notre Avenir y compris dans Attac, passe il me semble par une avancée significative en matière d'expérimentation de nouvelles pratiques d'éducation populaire. Des pratiques qui ne se limitent plus à transmettre de l'information mais à transformer ce que ces informations nous mettent sous le nez tous les jours : une réalité dont la culture est irrecevable, ingérable et indigeste.

Jean-Michel Leterrier était présent cet été aux Chemins de la découverte à Saverdun, pour animer ce débat sur la culture. Il nous a confirmé, s'il le fallait, l'aspect novateur de cette démarche que nous expérimentons, il nous encourage au renouvellement et à la diffusion large de cette initiative.

Vous trouverez d'autres bouquins : *Pour une culture citoyenne. Panser et repenser la culture.* Et un autre sur le front populaire dont je ne me souviens plus le titre !

Sabine JAUFFRET
(ATTAC 81)

Editeur : Avenir d'Attac : <http://www.avenirdattac.net/>

Envoi par Isabelle Costa : <http://costa.songs.free.fr/>

LA PEUR...

La Peur est aussi l'instrument du pouvoir pour mieux nous asservir. Les médias l'entretiennent habilement au quotidien afin que ce soit le peuple qui demande ses propres chaînes. L'art de la manipulation consiste à faire croire qu'il vaut mieux troquer un peu de liberté pour plus de sécurité. C'est ainsi qu'aux Etats-Unis, en Angleterre ou en France, certaines personnes font aujourd'hui opérer leurs enfants pour leur insérer une puce sous-cutanée. Il faut admettre qu'il est rassurant de savoir où se trouve son gamin à n'importe quel moment par l'intermédiaire d'un satellite. Il

paraît même que ça évite les kidnappings... à moins que le ravisseur ne coupe la main ou le bras du gamin...

Ainsi, ils espèrent générer chez nous, par l'intermédiaire des médias ou à défaut, par ces pressions autoritaires individuelles, de la Peur.

Laissons-leur leur Peur... elle ne nous appartient pas. Ils ne peuvent rien faire contre des milliers de personnes qui boycottent le Système et qui refusent des lois injustes et dénuées de bon sens.

Il y a mille manières d'agir à notre petit niveau. En voici quelques exemples :

- * ne plus aller en grande surface et préférer acheter vos aliments directement à des petits producteurs lors de marchés locaux : vous ne les paierez pas plus chers, la qualité sera bien meilleure et vous permettrez à un petit producteur de vivre !

- * consommer peu mais bien. Acheter bio pour le même budget que le non-bio, c'est possible à condition de revoir sa manière de consommer, d'éviter le gaspillage... La surconsommation est un élément clé de la survie du système en place. Consommez local : c'est de la pollution et des coûts de transport en moins !

- * si possible, préférer le troc plutôt que la transaction commerciale classique.

- * jeter sa télévision. Beaucoup de personnes se plaignent de ne pas avoir le temps de faire quoi que se soit. Avec une moyenne de 3h30 par jour, les Français sont parmi les plus gros consommateurs de télévision d'Europe. L'état de passivité et le conditionnement qu'elle engendre est aujourd'hui indéniable. Cadeau bonus : vous économiserez 150 euros par an de redevance TV.

- * éviter au maximum de payer par carte bancaire. Préférer retirer 300 ou 400 euros par mois en liquide. Ça ne laisse pas de trace, ça évite que votre argent ne soit que des chiffres sur un ordinateur, et pour le moment, il n'est interdit par aucune loi de payer en liquide !

- * installer et utiliser Linux à la place de Windows. Aujourd'hui Linux est pleinement fonctionnel par l'utilisateur moyen. Outre le fait que vous serez totalement en règle (plus de piratage), votre système sera stable, sans virus et surtout sans mouchard ! A moins d'utiliser des logiciels très spécifiques ou d'être un joueur invétéré, il y a toutes les chances pour que 98% de vos besoins soient comblés par Linux. Vous trouverez certainement près de chez vous des Groupes Utilisateurs de Linux pour éventuellement vous aider à l'installer. A titre personnel, je vous invite à

essayer Ubuntu, qui bénéficie d'une grande facilité d'utilisation et d'une communauté d'entraide très dynamique.

* rouler avec 30 à 50% d'huile végétale pure achetée directement chez un agriculteur : de main à la main, cet acte citoyen recrée un lien social en perdition, vous polluez moins la planète et cela est même autorisé par une directive européenne supranationale (directive 2003/30/CE) que la France doit mettre en vigueur. Si vous vous faites arrêter et qu'un policier ou douanier vous accuse de rouler avec de l'huile, niez et demandez lui de le prouver. Souvenez-vous qu'un nez de policier n'est pas homologué par la loi, a contrario des sondes détectant du fuel rouge (qui lui est strictement interdit par la loi). Et vous avez le droit de ne pas être d'accord avec un policier !!!

* ... et bien d'autres encore, même si ça n'est pas inné chez l'individu, ça devrait l'être.... faites marcher votre imagination, toujours dans la joie et la bonne humeur !!!

Isabelle COSTA

Ceci est de la libre expression, n'hésitez pas à dire stop ou encore !

Jean-Jacques Rey

sites Internet : www.jj-pat-rey.com

<http://perso.orange.fr/j-j.rey-feuxdelamer/index.html>